

En 2001, à Mayotte, le produit intérieur brut s'élève à 610 millions d'euros. Dans la région Est de l'Océan indien, les Seychelles dégagent un PIB sensiblement supérieur (690 millions d'euros) tout comme Djibouti (645 millions d'euros).

Ramené à la population, le PIB de Mayotte est de 3 960 euros par habitant. Il est alors plus de quatre fois supérieur à celui de Djibouti et deux fois inférieur à celui des Seychelles. Il représente moins de 20 % du PIB moyen européen. Ce taux rendrait Mayotte éligible aux aides structurelles européennes ou autrement dit éligible à l'Objectif 1 pour peu que Mayotte intègre le groupe des régions ultra-périphériques (RUP) d'Europe.

Le secteur institutionnel des administrations publiques est le principal contributeur à la création de richesse à Mayotte. Sa participation s'élève à 42 %. Un tel niveau souligne la faiblesse de l'activité non marchande. À titre de comparaison, la part du PIB dégagé par les administrations publiques n'est que de 30 % à La Réunion et de 18 % pour la France entière.

En termes d'emplois finals, Mayotte se distingue de nouveau par l'importance des administrations publiques qui consomment 46 % de ressources (pour l'éducation, la santé, l'administration...). Ce pourcentage atteint 37 % à La Réunion et 26 % pour la France entière.

Les secteurs d'activité de l'agriculture et de la construction sont prédominants à Mayotte. Ils contribuent au PIB chacun à hauteur de 9 %. Pour autant, le secteur agricole demeure encore peu structuré et celui de la construction comprend un grand nombre de petits artisans. La part des secteurs des services aux entreprises y compris la promotion immobilière n'atteint pas les 6 %.

### DÉFINITIONS

■ ■ **Le produit intérieur brut (PIB)** mesure l'ensemble des richesses créées dans le territoire. Cet agrégat représente le résultat final de l'activité de production des unités productives résidentes.

■ ■ **La formation brute de capital fixe (FBCF)** est la différence entre les acquisitions et les cessions d'actifs corporels (machines, ...) ou incorporels (logiciels,...) réalisées par les producteurs résidant et utilisées par ces mêmes producteurs de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an.

### Pour en savoir plus

■ ■ Document de travail CEROM "Évaluation du PIB à Mayotte" mai 2005.

■ ■ INSEE INFOS n° 26 "Les grandes entreprises mahoraises en 2004" juin 2006.

### Répartition du PIB par secteurs institutionnels en 2001

Secteurs institutionnels	Produit intérieur brut (en %)	
	Mayotte	La Réunion*
Sociétés financières et non financières	27,4	40,2
Administrations publiques	42,3	30,3
Ménages yc. entreprises individuelles	31,3	29,6
<b>TOTAL</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : CEROM - Comptes économiques

### Répartition des PIB par emplois finals en 2001

Emplois finals	Produit intérieur brut (en %)	
	Mayotte	La Réunion*
Dépenses de consommation finale	103	106
<i>dont ménages</i>	57	69
<i>administrations</i>	46	37
FBCF	24	19
Exportations de biens et services	2	6
Importations de biens et services	29	32
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

\* les variations de stock ne sont pas prises en compte

Source : CEROM - Comptes économiques

### PIB par habitant et par pays/région

Petits pays (Population : inférieure à 1 million d'habitants)	Population (2001) Nbre d'habitants	PIB/Hab En euros
Comores	572 000	431
Djibouti	680 000	946
St Vincent et Grenadines	116 000	3 357
Belize	247 000	3 642
<b>Mayotte</b>	<b>154 000</b>	<b>3 960</b>
Dominique	72 000	4 096
Sainte-Lucie	158 000	4 581
Seychelles	82 000	8 417
Guyane (2000)	172 505*	10 550
La Réunion (2001)	720 000*	12 671
Nouvelle Calédonie (1999)	217 000*	16 760
Union européenne des 25 (2002)	450 000 000	21 170
France	61 120 000	24 225

\* estimations

Sources : World Development Indicators - IEDOM - INSEE et CEROM